

"La vraie prévention, ce ne sont pas des moyens techniques mais de l'humain" (Éric Debarbieux)

11-15 minutes

"Le fait de ne pas comprendre l'exceptionnalité [de ce qui s'est produit à Créteil], c'est mépriser les victimes", déclare le 16 novembre 2018 à AEF info Éric Debarbieux, ancien délégué ministériel à la prévention de la violence scolaire entre 2012 et 2015 (1). Il considère que "penser la violence en milieu scolaire à partir d'un fait spectaculaire revient toujours à n'y rien comprendre". Depuis 1991, il y a eu "au moins 14 plans de lutte contre la violence à l'école", rappelle l'ancien résident de l'Observatoire international de la violence à l'école, avec "les mêmes vœux pieux" mais ceux-ci ne répondent pas au véritable problème : la haute fréquence d'actes de microviolence et d'incivilités. "La vraie prévention, ce ne sont pas des moyens techniques mais de l'humain", estime Éric Debarbieux qui insiste sur le besoin de formation des enseignants.



Eric Debarbieux

AEF info : Le sujet de la violence scolaire et des moyens pour y remédier a été à nouveau au cœur de l'actualité à la suite de l'agression d'une enseignante à Créteil ([lire sur AEF info](#)). Le contexte actuel est-il différent des précédents évènements de ce type ?

Éric Debarbieux : Je fais des enquêtes de climat scolaire et de victimation depuis 1991, dont ces trois dernières années essentiellement sur le terrain de l'académie de Créteil, et selon

moi, ce qui est différent, c'est l'aggravation très forte des tensions dans les équipes et de l'immense ras-le-bol des personnels. J'ai eu l'occasion de développer cette idée l'an passé dans mon livre "*Ne tirez pas sur l'école*" ([lire sur AEF info](#)). Ce n'est pas tant une aggravation de la violence des élèves, qui évidemment doit être prise en compte, qu'un vaste sentiment d'abandon et de non prise en compte des réalités de terrain. Le problème de penser la violence en milieu scolaire à partir d'un fait spectaculaire revient toujours à n'y rien comprendre et à se laisser fasciner par le fait divers.

Je ne minimise pas la gravité des faits mais le fait de ne pas en comprendre l'exceptionnalité, c'est mépriser les victimes en les considérant comme des victimes parmi d'autres dans une longue litanie d'incidents mis bout à bout. Le suivi post-traumatique, la prise en charge individuelle et de long terme doivent se développer... dans une Éducation nationale qui n'a même pas de médecine du travail.

AEF info : Enquête de victimation des professeurs, systématisation du signalement des incidents et de l'accompagnement des enseignants, instauration d'une période probatoire pour les élèves exclus... Voici quelques-unes des premières mesures annoncées fin octobre par l'exécutif pour lutter contre la violence scolaire ([lire sur AEF info](#)). Que pensez-vous de cette réponse des autorités ? Quelles sont les mesures déjà testées et a-t-on mesuré leur impact ?

Éric Debarbieux : Il y a eu depuis 1991 au moins 14 plans de lutte contre la violence à l'école. À chaque fois ou presque – à droite comme à gauche – ressortent les mêmes mouvements de menton, les mêmes vœux pieux d'éradiquer la violence et de restaurer l'autorité. Outre ce que vous évoquez, ce sont les rapprochements police-justice-éducation nationale et la promesse très électoraliste de durcir le ton qui sont employés. Ou bien ce sont les placements des perturbateurs ou encore l'aggravation des sanctions. Et bien sûr les solutions techniques, de la vidéosurveillance (qui ne protège de rien) aux détecteurs de métaux. Or la recherche internationale et française sait et depuis bien longtemps que l'expérience personnelle de victimation est, autant pour les élèves que pour les enseignants, liée à des incidents mineurs, les victimations sérieuses sont très rares. Le véritable problème tient à une haute fréquence de victimations mineures et d'incivilités plus qu'à une délinquance dure.

"La violence en milieu scolaire n'est que très rarement une violence d'intrusion et le fait d'éléments extérieurs"

Par ailleurs, la violence en milieu scolaire n'est que très rarement une violence d'intrusion et le fait d'éléments extérieurs. Les statistiques même du ministère de l'Éducation nationale montrent qu'elles constituent 2,3 % des faits portés à la connaissance de l'administration dans le second degré et 2,1 % dans le premier degré.

En ce qui concerne les incidents envers les personnels, près de neuf incidents sur dix ont pour auteur un élève, 3,5 % sont des personnes extérieures à l'établissement et un peu moins de 3 % des familles. Qu'on le veuille ou non, c'est donc bien la relation pédagogique qui est au cœur du problème. On peut idéologiquement le regretter, mais c'est une réalité incontournable. Ceci ne veut pas dire qu'il n'existe pas une certaine porosité des établissements scolaires et qu'il ne faut pas traiter et prévenir les faits d'intrusion, fussent-ils rares. Je n'ai aucune réticence idéologique à cela. C'est d'ailleurs lorsque j'étais délégué ministériel chargé de ces questions que le premier stage de gestion de crise au centre d'entraînement de la gendarmerie à Saint-Astier a été organisé, cela même avant "Charlie" et poursuivi de manière importante après mon départ de la délégation.

Attention aussi aux fausses solutions, même dans le cas de crises paroxystiques. N'oublions jamais qu'il s'agit de crises de communication, qu'il s'agisse d'élèves ou même de crises terroristes : il faut se faire voir, il faut du spectaculaire et les caméras de surveillance ont l'effet pervers de multiplier ce spectacle.

Maintenant, et dans la continuité des [États généraux de la sécurité à l'école](#) en 2010 puis des [Assises nationales contre le harcèlement](#) en 2011, le désir de répertorier les incidents, et plus profondément de faire des enquêtes de victimation approfondie, est net. Elles deviennent plus régulières. Le relevé des incidents existe, lui, depuis au moins 20 ans... Mais encore faut-il les forces et le temps pour les traiter réellement, non pour une statistique nationale mais pour une aide locale.

AEF info : Le président de la République affirme que les élèves ont "besoin d'autorité" ([lire sur AEF info](#)). Qu'en pensez-vous ?

Éric Debarbieux : Évidemment ! Mais c'est quoi l'autorité ? Un "don" ? On a ou on n'a pas l'autorité ? Cette autorité qui reposerait sur le charisme d'un chef ? De tous les enseignants ? Cela serait une conception jurassique et inopérante de l'autorité. L'autorité est collective, elle est celle d'une institution qui fait institution et qui protège ses personnels. Les protéger c'est aussi les respecter : des légendes urbaines sur le "pédagogisme", sur la soi-disant méthode globale qui n'a en fait pas été employée, décourageant terriblement les personnels qui se sentent méprisés dans leur expertise professionnelle. Le discours décliniste sur l'école a des effets de terrain totalement délétères.

C'est aussi une affaire de formation réelle. Il faudrait considérer beaucoup plus collectivement le travail plutôt que de s'enfermer dans sa classe. C'est de la criminologie de base : plus vous êtes seul, plus vous risquez de vous faire agresser. La vraie prévention, ce ne sont pas des moyens techniques mais de l'humain. Ce qu'on appelle dans le jargon des criminologues des "gardiens" : pas forcément des policiers ou des gendarmes - avec lesquels les établissements travaillent souvent fort bien - mais des collègues, des parents, des voisins, des partenaires... et des élèves !

"Le sentiment d'injustice lié aux punitions excessives est un des plus sûrs prédictors de la violence"

Si la clarté de la règle est une condition très affirmée, c'est aussi car le sentiment d'injustice lié aux punitions excessives est un des plus sûrs prédictors de la violence. La littérature est très consistante sur ce plan, avec une claire remise en cause des dérives de la "tolérance zéro" et de la voie uniquement répressive, d'autant qu'il est largement montré également une forte inégalité genrée et ethnisante dans l'application de ces politiques répressives.

Comme l'écrit le Québécois Egide Royer, un des mythes les plus tenaces est celui du lien entre l'intensité de la sanction avec la gravité ou la fréquence des comportements problématiques. Son expression la plus connue est la suivante : lorsque la punition ne fonctionne pas, il faut punir encore plus fort. Ce type d'intervention mène directement, avec des jeunes agressifs, à un cycle de coercition et d'escalade pourtant très bien décrit et documenté, depuis plus de 30 ans. Mais là encore, on ne parle pas dans la formation des enseignants de ce geste banal de punir (sanctionner) un élève et de ses conséquences. On ne discute pas de comment éviter l'escalade répressive.

AEF info : Le #Pasdevague a mis en évidence des dysfonctionnements dans la prise en charge des phénomènes de violence contre les professeurs. Pensez-vous qu'ils manquent en effet de soutien de la part de leur hiérarchie et que l'institution scolaire minimise le problème ?

Éric Debarbieux : Le #Pasdevague est plein de contradiction et les risques de récupération importants. Mais oui, sans aucun doute il pose un vrai problème de découplage entre la base et le sommet. La loi de refondation de l'école de 2013 par exemple n'a pas remis en cause la "pyramide" du fonctionnement hiérarchique de l'Éducation nationale... qui repose sur sa pointe, ce qui est quand même assez périlleux. Ayant été aux manettes sur le sujet de la violence, j'avoue que mon passage au sommet m'a laissé interrogatif sur le management par circulaires et sur le dirigisme un peu illusoire qui règne dans notre Éducation nationale.

"Le premier facteur associé à la violence à l'école est celui de la stabilité des équipes"

AEF info : Que préconisez-vous ?

Éric Debarbieux : Le vrai problème est en train de devenir dans certains lieux du territoire le manque immense de vocations et de candidat aux concours, avec des écoles primaires et des établissements où le turn-over des personnels devient terrible, par exemple. Le décrochage professionnel est un vrai risque et il est évidemment socialement inégal (et pas qu'en France). L'éducation prioritaire dont on clame l'échec coûte en réalité beaucoup moins cher que l'éducation banale car la masse salariale (précaires, enseignants beaucoup plus jeunes) y est moins forte. Les équipes dans ce cas ne peuvent tenir debout. On a besoin de bandes

d'adultes dans les établissements qui soient formés réellement au métier plutôt que de préparer des bêtes à concours.

AEF info : Quels sont les besoins des équipes pédagogiques ?

Éric Debarbieux : Une des plus grandes chercheuses au monde sur la question, Denise Gottfredson, a montré en se basant sur des enquêtes de victimation menées régulièrement sur d'énormes échantillons depuis la fin des années 70 que le premier facteur associé à la violence à l'école est celui de la stabilité des équipes, et j'ajouterais de leur capacité à régler leur conflictualité. Ce n'est pas "naturel", cela s'apprend aussi, mais tandis que les personnels de l'école vont pendant toute leur carrière devoir gérer des groupes, des conflits, il n'y a pas ou peu de formations à cet égard.

L'accueil, le soutien, le respect envers les personnels entraîne une baisse de leur victimation et parallèlement une baisse de la victimation de leurs élèves. Je reprendrai cette formule de Monique Sassier, ancienne médiatrice de l'éducation nationale, qui réclamait non pas une gestion de ressources humaines mais une gestion humaine des ressources. Cette dernière existe parfois avec un engagement et une volonté des recteurs et des rectrices et elle est nécessaire ! Un des reproches recueillis dans ma dernière enquête de victimation auprès des personnels (2017) était qu'au mot d'ordre sur la "bienveillance" pour les élèves, il en était tout autant besoin pour eux.